

Ce n'est ni notre crise ni notre dette ! Non à la règle d'or !

Il ne se passe pas une journée sans entendre un ministre ou autre expert expliquer sur les ondes et dans les journaux que la « règle d'or » voulue par le président de la République serait la mesure de bon sens, inéluctable et indispensable pour rassurer les marchés financiers et réduire la dette. Il s'agirait d'inscrire dans la Constitution l'impératif de l'équilibre budgétaire et une limitation des dépenses publiques. Ce projet découle du récent "Pacte pour l'euro plus", adopté par tous les gouvernements, qui exige une réforme constitutionnelle ou loi cadre pour instaurer l'austérité de façon « contraignante et durable ». Nicolas Sarkozy voudrait réunir le Congrès – où il a besoin des voix de l'opposition - pour faire voter cette soi-disant « règle d'or ».

Cette réforme constitutionnelle ne doit pas voir le jour !

Mais quelle dette ?

Combien de milliards ont été offerts aux plus riches et ont creusé la dette depuis des années par une politique fiscale profondément injuste ? Combien d'entreprises du CAC 40, non satisfaites de payer en moyenne deux fois moins d'impôts sur les bénéfices que les PME, délocalisent leurs profits dans les paradis fiscaux que Nicolas Sarkozy prétend avoir éradiqués ? Combien de centaines de milliards perdus du fait de la récession provoquée par la cupidité et l'irresponsabilité des banques qui ont spéculé sur les subprimes ?

Une Constitution contre le peuple ?

Pour payer le coût de cette crise, des « plans de rigueur » se succèdent dans tous les pays d'Europe. Et maintenant, Nicolas Sarkozy souhaite inscrire dans la Constitution une obligation d'équilibre du budget et un plafonnement des dépenses publiques. C'est sa « règle d'or ». Une mauvaise blague qui se traduirait par de nouvelles régressions sociales en cascade : privatisations et suppressions de postes dans la fonction publique, nouveaux reports de l'âge de départ à la retraite, baisse des remboursements de l'assurance-maladie, baisses des salaires, réduction de l'indemnisation des chômeurs, abandon des mesures favorables à l'environnement, étranglement financier des associations, mesures contre les étrangers... Socialement inacceptables, ces plans d'austérité sont porteurs d'une logique de récession, et donc d'une réduction des recettes fiscales, qui alimentera encore les déficits publics, amenant ainsi à de nouveaux tours de vis présentés encore comme inéluctables. Cette « règle d'or » est d'autant plus inacceptable que, s'inscrivant dans la Constitution, elle s'imposerait à toute nouvelle majorité élue, quelle qu'elle soit. La politique économique serait donc exclue de tout débat citoyen. Est-ce cela la démocratie ? Ont-ils donc peur à ce point du peuple ?

Assez de cette servilité devant la finance !

C'en est assez de ces gouvernements au garde-à-vous devant l'oligarchie financière ! Assez des ces politiques d'austérité qui ne visent qu'à sauver les banques et les fonds spéculatifs ! Nous ne devons pas payer des dettes qui sont le résultat de cette soumission. Elles sont illégitimes et les peuples ne doivent pas en faire les frais. Nous exigeons un moratoire et des audits citoyens sur les dettes publiques. Citoyens, élus, organisations syndicales, associatives, politiques, collectifs de lutte pour les services publics, nous devons nous mobiliser pour faire barrage à cette « règle d'or » des financiers si Sarkozy s'obstina à la mettre en œuvre dans les mois qui viennent ou si elle était remise à l'ordre du jour au lendemain de l'élection présidentielle. La soumission des États et de l'Union européenne à la seule prospérité des capitaux ne doit plus durer. Dans tous les pays et au niveau européen, imposons des politiques de développement économique, social et écologique pour tous et avec tous !

ATTAC, CGT-Finances, Convergence nationale de défense et de développement des services publics, Etats Généraux des Services Publics, FASE, FILPAC-CGT, Fondation Copernic, GU, Les Alternatifs, Marches européennes, MPEP, NPA, PCF, PCOF, PG, République & Socialisme, Résistance Sociale, Union syndicale Solidaires.

Septembre 2011